

Décision annuelle 2018-235

d'agrément pour l'accompagnement bénévole du public
sur la "zone" réglementée des gravures rupestres
des Merveilles et de Fontanalbe
(Commune de TENDE, Alpes-Maritimes)

Le Directeur du Parc national,

VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.331-1 et suivants, R.331-1 et suivants,

VU le décret n°2009-486 du 29 Avril 2009 créant le Parc national du Mercantour, notamment ses articles 3 et 15,

VU l'arrêté n° 99-01 du 8 Février 1999 instituant la zone réglementée des gravures rupestres des Merveilles et de Fontanalbe (Commune de TENDE, Alpes-Maritimes),

VU la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour

VU la demande de l'intéressé,

DECIDE :

Article 1 :

Madame : SARDA Sylvie
Résidant à : NICE
désigné ci-après comme « le bénéficiaire »,

supposé(e) posséder une connaissance suffisante du Parc national du Mercantour et offrir toutes garanties quant à la protection du patrimoine naturel et culturel de cet espace protégé, est autorisé(e), sous sa propre responsabilité, et dans la limite de 10 personnes au maximum, à accompagner le public, **sans rémunération**, dans la zone réglementée des Merveilles et de Fontanalbe, aux conditions suivantes :

- pas de dégradation ni inscription sur les roches gravées ;
- pas de circulation automobile sur les pistes des Merveilles et de Fontanalbe situées dans le Parc national du Mercantour sans autorisation spéciale ;
- pas de cannes, ni bâtons ferrés ;
- pas de stationnement, ni circulation sur les roches gravées ;
- pas d'activité équestre, ni pratique de l'escalade.

Article 2 :

La présente autorisation est accordée pour la période du 1^{er} Juillet 2018 au 31 Décembre 2018.

Article 3 :

Le bénéficiaire devra présenter cette autorisation aux agents assermentés et commissionnés qui lui en feront la demande, et être porteur sur le site du badge qui lui aura été remis par le Parc national du Mercantour.

Article 4 :

Le bénéficiaire devra adopter un comportement respectueux de la faune, de la flore, des milieux naturels, du patrimoine culturel, des usagers et des visiteurs en se conformant scrupuleusement à la réglementation du Parc national du Mercantour et à celle des Monuments Historiques.

Article 5 :

La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire des autres autorisations éventuellement nécessaires pour l'exercice de cette activité, notamment vis-à-vis des textes réglementant l'encadrement des activités physiques et sportives, l'exercice d'une activité professionnelle, et la sécurité du public qu'il doit obtenir des autorités compétentes.

Cet accompagnement se fait sous la seule responsabilité civile et pénale du bénéficiaire qui s'engage à contracter les assurances nécessaires à cette activité.

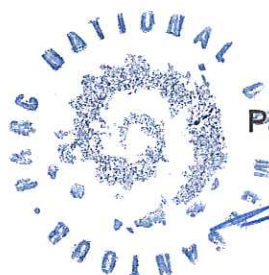
Article 6 :

Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues dans la réglementation du parc national, pourra conduire à la suspension de la présente autorisation, s'opposer au renouvellement de cet agrément, et expose son bénéficiaire à ce qu'il lui soit dressé procès-verbal.

Article 7 :

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de justice administrative, la présente décision peut être contestée devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Nice, le 27 juin 2018



Le Directeur-Adjoint du
Parc National du Mercantour

Laurent SCHEYER